

**SERVICE D'INFRASTRUCTURE
DE LA DEFENSE**

**DIRECTION D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE
DE SAINT DENIS**

Caserne Lambert
BP 50800
97 476 – SAINT-DENIS CEDEX

Téléphone : 02.62.93.55.48
Télécopie : 02.62.93 31 92

PROJET DE MARCHÉ

N° 36RN21

Id COSI : 21MC11

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P.)

MAITRE DE L'OUVRAGE : MINISTERE DES ARMEES

OBJET DE LA CONSULTATION : **LA REUNION (974) – SAINTE-MARIE – DA 181**
Mise aux normes des ancrages CASA

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
1.1 OBJET DU MARCHÉ - EMPLACEMENT DES TRAVAUX - DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR.....	3
1.2 CONFIDENTIALITÉ – MESURES DE SÉCURITÉ.....	3
1.3 CONTRÔLE DES PRIX DE REVIENT	4
1.4 MAÎTRISE D'ŒUVRE	4
1.5 MESURES PARTICULIÈRES CONCERNANT LA SÉCURITÉ ET LA PROTECTION DE LA SANTÉ	4
1.6 CONTRÔLE TECHNIQUE AU SENS DE LA LOI DU 4 JANVIER 1978 SUR LA RESPONSABILITÉ ET L'ASSURANCE CONSTRUCTION	4
1.7 SOUS-TRAITANCE.....	4
ARTICLE 2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ARTICLE 3 PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES	5
3.1 RÉPARTITION DES PAIEMENTS	5
3.2 TRANCHE(S) OPTIONNELLES(S)	5
3.3 CONTENU DES PRIX - MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES ET DE RÈGLEMENT DES COMPTES	5
3.4 VARIATION DANS LES PRIX.....	8
3.5 PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS	8
ARTICLE 4 DÉLAI(S) D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS ET PRIMES.....	10
4.1 DÉLAI(S) D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	10
4.2 PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION	10
4.3 PÉNALITÉS POUR RETARD - PRIMES D'AVANCE	10
4.4 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES TERRAINS ET DES LIEUX	10
4.5 DÉLAIS ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS	10
4.6 PÉNALITÉS PARTICULIÈRES	10
ARTICLE 5 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	11
5.1 RETENUE DE GARANTIE.....	11
5.2 AVANCE.....	11
ARTICLE 6 PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS 11	
6.1 PROVENANCE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	11
6.2 MISE À DISPOSITION DE CARRIÈRES OU LIEUX D'EMPRUNT	12
6.3 CARACTÉRISTIQUES, QUALITÉS, VÉRIFICATIONS, ESSAIS ET ÉPREUVES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS....	12
6.4 PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR L'ENTREPRENEUR DES MATÉRIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE REPRÉSENTANT DU MAÎTRE DE L'OUVRAGE	12
ARTICLE 7 IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	12
7.1 PIQUETAGE GÉNÉRAL.....	12
7.2 PIQUETAGE SPÉCIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES	12
ARTICLE 8 PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	12
8.1 PÉRIODE DE PRÉPARATION - PROGRAMME D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	12
8.2 PLANS D'EXÉCUTION - NOTES DE CALCUL - ÉTUDES DE DÉTAIL.....	13
8.3 ORGANISATION, HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES CHANTIERS	13
8.4 MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL	14
8.5 TRAVAUX NON PRÉVUS.....	14
ARTICLE 9 CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX	14
9.1 ESSAIS ET CONTRÔLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX.....	14
9.2 RÉCEPTION.....	14
9.3 PRISE DE POSSESSION ANTICIPÉE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	14
9.4 MISE À DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	14
9.5 DOCUMENTS FOURNIS APRÈS RÉCEPTION	14
9.6 DÉLAIS DE GARANTIE.....	14
9.7 GARANTIES PARTICULIÈRES	14
9.8 ASSURANCES	14
ARTICLE 10 RESILIATION – INTERRUPTION DES TRAVAUX – VOIE DE RECOURS.....	15
10.4 DIFFÉRENDS ET LITIGES	15
ARTICLE 11 DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	16

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent les travaux de mise aux normes des ancrages CASA à Sainte-Marie – DA 181 (974 – REUNION).

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement, du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la mairie de Sainte-Marie jusqu'à ce que celui-ci ait fait connaître au Représentant du maître d'ouvrage l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2 Confidentialité – Mesures de Sécurité

Les prescriptions faisant l'objet du présent marché intéressent les armées. Le titulaire doit, en conséquence, se conformer à l'article 5 du CCAG Travaux.

Contrôle nominatif :

Une liste nominative du personnel participant au chantier sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le maître d'œuvre. Cette liste doit comporter pour chaque personnel les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Comme l'autorisent les articles L 1221.10, L 1221.13 et L 1221.15 du code du travail, le maître d'œuvre exigera à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre dont la date de validité est périmée, devra être exclu du chantier.

Le titulaire devra certifier que tout le personnel qu'il emploie sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

Le titulaire devra s'engager à tenir à jour cette liste nominative.

Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services compétents auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en faire connaître le motif.

Autorisation d'accès dans les sites du ministère des Armées

Le personnel du titulaire intervenant sur le site militaire au titre du contrat fera l'objet d'un contrôle primaire (CP) pour chaque personnel susceptible d'entrer sur site, si celui-ci n'a pas été fourni durant les deux dernières années :

- o Demande de CP en version numérique remplie, non signée, au format natif
- o Demande de CP remplie, imprimée, signée, et scannée en version PDF
- o Scan de la carte d'identité en version PDF

Nota : Aucun personnel ne sera autorisé à pénétrer sur site sans avoir initié une demande de CP et sans avoir le retour de celui-ci validé. De ce fait, le chantier ne pourra débuter qu'à partir du moment où les CP seront retournés positifs avec visa de l'officier de sécurité (délais pouvant atteindre 2 à 4 mois).

A l'issue de l'enquête, chaque personnel se verra attribuer l'un des statuts suivants :

- « Accès autorisé », ;
- « Accès avec réserves » ;
- « Interdit d'accès ».

Pour ces deux derniers statuts, le titulaire du marché se verra interdit de présenter sur site les personnels incriminés, cela sans possibilité d'en connaître la (les) raison(s) et devra proposer d'autres personnes à soumettre au CP.

Le titulaire se doit de faire l'effort de ne présenter parmi ses agents, que des personnels disposant à minima d'un casier judiciaire vierge. Le titulaire du marché assumera tout retard occasionné afin de procéder au remplacement du personnel ayant fait l'objet d'un refus d'accès sur site.

1.3 Contrôle des prix de revient

Sans objet.

1.4 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par la Division Gestion du Patrimoine de Saint Denis, représentée, par le chef de l'Antenne Infrastructure Maintenance NORD (AIM-NORD), l'IMI Pitault qui est chargé d'une mission sans projet (sans études d'exécution) comprenant la direction de l'exécution des contrats de travaux et l'assistance au Représentant du maître d'ouvrage pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Les études d'exécution, ainsi que les Documents d'Ouvrage Exécuté (DOE) sont à la charge des entreprises. L'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux seront assurés par la maîtrise d'œuvre.

1.5 Mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé

Les travaux objet de la présente consultation font partie d'une opération au sens du décret n°92-158 du 20 février 1992 relatif aux règles de prévention des risques liés aux interférences sur un chantier entre les activités, les installations et les matériels de l'organisme utilisateur et ceux des entreprises effectuant les travaux.

A ce titre, un plan de prévention des risques est établi lors de la période de préparation entre le titulaire et le chargé de prévention du site.

Ce dernier tiendra compte des éventuelles modifications réglementaires pouvant intervenir notamment quant aux obligations de la personne publique et en particulier pour ce qui concerne les préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction diffusées par l'OPPBTP.

1.6 Contrôle technique au sens de la loi du 4 janvier 1978 sur la responsabilité et l'assurance construction

Sans objet.

1.7 Sous-traitance

1.7.1 Modifications concernant les sous-traitants

En cas de défaillance de sous-traitant, l'entrepreneur titulaire est tenu d'aviser sans délai le Représentant du maître d'ouvrage. En outre, il fera établir un constat contradictoire faisant ressortir, pour la part des travaux incombant au sous-traitant, ceux que ce dernier aura effectivement menés et ceux qui restent à effectuer. Ce constat sera chiffré et devra être signé tant par le titulaire que par le sous-traitant. Un exemplaire en sera adressé au Maître d'œuvre dès l'établissement.

Le contrat de sous-traitance sera demandé à l'appui du constat contradictoire. La non-production de ce document par le titulaire, dans les 15 jours après mise en demeure par le Représentant du maître d'ouvrage, entraînera une pénalité journalière correspondant au 1/1000^{ème} du montant hors taxes du marché, puis en cas de défaut de communication un mois après cette mise en demeure l'application des mesures prévues à l'article 50.3. du C.C.A.G. Travaux.

1.7.2 Communication du contrat de sous-traitance

Avant toute acceptation de sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, le Représentant du maître d'ouvrage pourra exiger du titulaire la production du contrat de sous-traitance.

La non-production de ce document par le titulaire, dans les 15 jours après mise en demeure du Représentant du maître d'ouvrage, entraînera une pénalité journalière correspondant au 1/1000^{ème} du montant hors taxes du

marché. De plus, le défaut de communication du contrat de sous-traitance un mois après cette mise en demeure entraînera l'application des mesures prévues aux articles 50.3. et 52 du C.C.A.G. Travaux.

ARTICLE 2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G Travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

a) Pièces particulières

- acte d'engagement (A.E.) et son annexe ;
- cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) accompagné de 4 plans et une étude de sols,
- mémoire technique ;
- acte(s) de sous-traitance ;
- décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

b) Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date d'envoi de la consultation :

- cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux ;
- Arrêté du 19/05/2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment de génie civil dans un organisme du ministère de la défense (Transmise sur demande) ;
- articles 1792 à 1792-3 et 2270 du Code Civil.

ARTICLE 3 PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les éventuels actes spéciaux indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants,
- ou
- à l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

3.2 Tranche(s) optionnelles(s)

Sans objet.

3.2.1 Délai limite d'affermissement

Sans objet.

3.2.2 Indemnité d'attente et/ou de dédit

Sans objet.

3.3 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3.3.1 Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont à prix forfaitaires, définitifs et révisables :

- En prenant en compte les sujétions d'exécution suivantes :

➤ en tenant compte, des différentes obligations afférentes au titulaire définies aux articles 1.4 à 1.7 et 2.6 du CCTP,

➤ en tenant compte des obligations du titulaire relatives aux fondations en application de l'article 2.2. du CCTP,

➤ en tenant compte des dépenses liées aux mesures de sécurité particulières à prendre du fait des risques découlant de la crise de pandémie liée au Covid-19, de l'interférence entre les travaux, objet du présent marché, et des activités de l'organisme utilisateur du ministère des Armées (travaux en site occupé),

➤ en tenant compte de l'obligation faite aux entrepreneurs et à leur personnel de se conformer aux consignes et règlements édictés par le Chef de Corps ou d'établissements, relatifs à la police et à la sécurité intérieure de l'immeuble dans lequel les travaux sont exécutés,

➤ en tenant compte du fait que les travaux devront être réalisés durant la plage horaire suivante :
Les lundi, mardi et jeudi de 06h30 à 16h30 et les mercredi et vendredi de 06h30 à 12h00 ; (sauf dérogation acceptée),

➤ en tenant compte des frais d'occupation du domaine public ou privé ou des permissions de voiries nécessitées par les travaux ; les demandes d'autorisation sont à la charge du service et les frais inhérents à ces procédures sont réputés à la charge de l'entreprise,

➤ en tenant compte de l'obligation faite aux entrepreneurs de prendre toutes les mesures utiles pour assurer le maintien général sur les voies tant privées que publiques,

➤ en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après :

- En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 alinéa 1 C.C.A.G.-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles par lot, est fixé à 1 jour/mois d'exécution (hors période de préparation),
- En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 alinéa 3 du C.C.A.G.-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

NATURE DU PHENOMENE		INTENSITE ET DUREES LIMITES (1)
PLUIE	MAXIMUM	100 mm par jour
	DUREE	Pluie répétitive sur une période de 7 jours consécutifs avec une hauteur cumulée de précipitations supérieure ou égale à 100 mm durant cette période (2).
Alerte cyclonique	Couleur orange, rouge et violet	01 jour et plus
TEMPERATURE METEO SOUS ABRI		Supérieure ou égale à +40°C pendant une durée de 05 jours consécutifs.
VENT	POINTE	72 km/h.
(1) constatée durant les travaux impliquant un contact avec les intempéries.		
(2) sous réserve que la nature des travaux réalisés, soit telle que ceux-ci ne puissent pas se dérouler.		

Poste météorologique de référence : Saint-Denis (sur la base du point de relevé correspondant à la zone d'exécution de travaux).

Pour l'application des conditions ci-dessus :

- Seules seront prises en considération les observations enregistrées à la station météorologique et constatées par le Maître d'œuvre ;
- Aucune journée d'intempérie ne sera prise en compte lorsque le chantier n'est pas ouvert : jours fériés, week-end, période de préparation, congés

Le titulaire devra avertir par écrit le Maître d'Œuvre dans les 48 heures (ouvrables) de l'existence d'une journée d'intempéries. Passé ce délai, et de plein droit, les journées d'intempéries ne seront pas prises en compte.

- sans que soient prises en compte les sujétions d'exécution suivantes :

➤ la découverte en cours de terrassement de maçonneries anciennes ou de canalisations inconnues, les démolitions ou détournements qui en résultent,

➔ la découverte en cours de fouilles de roches ; de nappes d'eau ; de matériaux différents de ceux que le dossier de consultation laisse prévoir et nécessitant des moyens spéciaux de terrassements ; de vestiges anciens, laquelle conduirait à l'intervention des services des affaires culturelles et à un ajournement.

3.3.2 Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés :

- par un prix global et forfaitaire, définitif et révisable.

L'Entreprise devra se reporter aux articles du C.C.T.P pour obtenir une définition complète de la prestation.

Le prix en regard de chaque article, s'entend pour une prestation terminée, comprenant toutes les sujétions de fourniture et de mise en œuvre inhérentes à celles-ci.

L'entreprise est tenue de vérifier qu'aucune omission ou erreur ne subsiste dans l'énumération des ouvrages du descriptif et de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), pour mener à leur terme les travaux faisant l'objet de la présente étude.

La présente D.P.G.F. n'est pas limitative et devra être, le cas échéant, complétée par l'Entreprise, compte tenu de l'étude réalisée et de l'appréciation qui lui est laissée pour définir les travaux qui lui incombent.

3.3.3 Les modalités de règlement des comptes du marché seront les suivantes :

Dans le cadre de la modernisation de l'action publique et dans un souci d'amélioration du délai de traitement des demandes de paiement, les projets de décompte seront obligatoirement dématérialisés et transmis via la solution informatique gratuite et sécurisée CHORUS PRO (<http://chorus-pro.gouv.fr>).



Chorus Pro vous apporte des gains de temps dans l'envoi, le traitement et le suivi de vos demandes de paiement. Elle permet aussi l'économie des coûts d'envoi postal et d'archivage papier. Vous bénéficiez également de nouveaux services comme le suivi en ligne de l'état de traitement des demandes de paiement émises ou la possibilité d'adresser une question via l'espace assistance dédié.

Les projets de décompte devront indiqués :

- Le montant des travaux à payer ;
- Le montant de la révision à régler à l'entreprise sachant que le calcul lui appartient tout en respectant les conditions prévues à l'article 3.4 du présent document.

Les comptes sont réglés mensuellement, suivant les dispositions de l'article 12.1 du C.C.A.G. Travaux.

L'entrepreneur adressera au maître d'œuvre les projets de décompte mensuels et le projet de décompte final en version dématérialisée via l'outil CHORUS PRO conformément aux modèles qui seront remis aux entreprises lors de la première réunion de chantier.

Le délai maximum de paiement des acomptes et du solde est fixé à 30 jours.

Par dérogation à l'article 12.1.8 du C.C.A.G. Travaux, la date à laquelle la conformité de l'avancement des travaux a été constatée constitue la date de départ des délais de paiement des acomptes, si elle est postérieure à la date de réception du projet de décompte mensuel envoyé par le titulaire.

En cas de suspension et si le délai de paiement restant à courir à compter de la fin de la suspension est inférieur à 30 jours, l'ordonnateur dispose toutefois d'un nouveau délai de paiement de 30 jours.

Par dérogation à l'article 12.2.2 du C.C.A.G. travaux, le maître d'œuvre notifie l'état d'acompte mensuel dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande du titulaire.

Le point de départ du délai global de paiement du décompte général et définitif est la date de réception de ce décompte par le Représentant du maître d'ouvrage.

Le délai global de paiement fixé au marché ne peut être supérieur à 30 jours, il est indépendant de la durée contractuelle d'exécution du marché.

En application de l'article 12.4.3 du C.C.A.G. Travaux, si la signature du décompte général est refusée ou donnée avec réserves, les motifs de ce refus ou de ces réserves doivent être exposés par le titulaire dans un mémoire en réclamation qui précise le montant des sommes dont il revendique le paiement et qui fournit les justifications nécessaires en reprenant, sous peine de forclusion, les réclamations déjà formulées antérieurement et qui n'ont pas fait l'objet d'un règlement définitif ; ce mémoire doit être remis au maître d'œuvre dans un délai de 30 jours. Le règlement du différend intervient alors suivant les modalités indiquées à l'article 55 du C.C.A.G Travaux et 10.4 du présent CCAP.

3.3.4 Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine

Sans objet.

3.3.5 Acomptes sur approvisionnement

Il est fait application de l'article 10.4 du C.C.A.G. Travaux.

3.4 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Les prix sont définitifs révisables selon les modalités fixées ci-après.

Par dérogation à l'article 9.4.4 du C.C.A.G Travaux les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la dernière date limite de remise des offres. Ce mois appelé « mois zéro » est précisé dans l'acte d'engagement.

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché est :

- GO 01 : Ossature, ouvrages en béton armé

L'index est celui publié par la CERBTP (www.btp-reunion.net) conformément à l'arrêté préfectoral n°2853 du 23 août 2019.

La révision est effectuée par application au prix de la prestation considérée d'un coefficient (C) de révision donné par la formule : $C = 0,15 + 0,85 \frac{(I)}{I_0}$

dans laquelle :

I_0 = indice de base à la « date zéro ».

Les montants des acomptes et du solde sont révisés dans les conditions fixées à l'article ci-dessus.

3.5 Paiement des cotraitants et des sous-traitants

3.5.1 Désignation de sous-traitant en cours de marché

L'acte spécial pour les sous-traitants à payer directement est paraphé et signé par toutes les parties et précise :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom, raison sociale et adresse du titulaire,
- les conditions de paiement (mois d'établissement et variation des prix, pénalités, etc.)

- la déclaration sur l'honneur ou DUME
- le compte à créditer,
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du Code de la commande publique
- le comptable assignataire des paiements.

Et s'accompagne de :

- attestations fiscales et sociales et les documents définis aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique
- tous moyens permettant d'évaluer les capacités économiques et financières, techniques et professionnelles du sous-traitant
- attestation de responsabilité civile,
- R.I.B.
-

3.5.2 Modalités de paiement direct

La signature de la demande de paiement par le titulaire, vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer.

Pour les sous-traitants du titulaire, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet :

- d'une demande de paiement originale du sous-traitant avec la mention « **auto-liquidation** », signée par le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme **Hors Taxes** à régler par l'acheteur au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance,
- d'une attestation de paiement direct

Le titulaire transmet, simultanément à la demande de paiement du sous-traitant qu'il a acceptée, le projet de décompte reprenant l'ensemble des travaux effectués dans la période considérée. Liquidation effectuée, l'acheteur notifie au titulaire l'état d'acompte mensuel dans lequel figurent les sommes effectivement payées au(x) sous-traitant(s) ainsi que le montant de la TVA le concernant et concernant le(s) sous-traitant(s).

Pour les sous-traitants d'un membre du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet :

- d'une demande de paiement originale du sous-traitant avec la mention « **auto-liquidation** », signée par celui des cotraitants qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme Hors Taxes à régler par l'acheteur au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance,
- d'une attestation de paiement direct.

Si le cotraitant qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit signer également l'attestation.

Le mandataire transmet, simultanément à la demande de paiement de son sous-traitant – ou celui d'un des cotraitants - qu'il a acceptée, le projet de décompte reprenant l'ensemble des travaux effectués dans la période considérée. Liquidation effectuée, l'acheteur notifie au titulaire l'état d'acompte mensuel dans lequel figurent les sommes effectivement payées au(x) sous-traitant(s) ainsi que le montant de la TVA concernant le dit cotraitant et concernant le(s) sous-traitant(s).

Conformément à l'article R.2193-10 al.2 du Code de la commande publique, pour définir si les conditions du paiement direct du sous-traitant sont réunies, le contrat de sous-traitance doit être égal ou supérieur à 10 % du montant hors taxe total du marché.

Intérêts moratoires

En cas de dépassement du délai de paiement, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée au premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8,05 points.

3.6 Compte prorata - Dépenses communes de chantier

Sans objet.

ARTICLE 4 DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4.1 Délai(s) d'exécution des travaux

Le délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement.

4.2 Prolongation du délai d'exécution

Les modalités de prolongation des délais d'exécution sont définies dans l'article 18.2 du CCAG de travaux. L'article 18.2.3, relatif aux intempéries entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, précise que la prolongation est notifiée au titulaire par ordre de service.

Par dérogation à cet article, les intempéries sont décomptées en jours ouvrables.

Dans ce dernier cas, le maître d'œuvre doit appliquer les spécifications contractuelles portées dans le tableau des intempéries définies à l'article 3.3.1 du présent CCAP, sous réserve de la validation des pièces justificatives transmises par le titulaire, avec l'éventuelle possibilité d'appliquer ce tableau avec un discernement, dans l'analyse de certains cas particuliers, mesurés et limités.

A défaut ou dans le doute, le Représentant du maître d'ouvrage devra donner son accord préalable.

4.3 Pénalités pour retard - Primes d'avance

4.3.1 Retard sur le délai d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2.3 du C.C.A.G. Travaux, en cas de retard d'exécution, une pénalité journalière de **deux cent cinquante euros hors taxes (250 € HT)** est appliquée sur le montant HT.

4.3.2 Exonération

Par dérogation aux articles 19.2.1 et 19.2.2. du C.C.A.G. Travaux, il n'est fait application ni de l'exonération de **mille euros hors taxe (1000 € HT)** ni du seuil de plafonnement de 10%.

4.3.3 Primes d'avance

Sans objet.

4.4 Repliement des installations de chantier et remise en état des terrains et des lieux

La remise en état des terrains et des lieux est comprise dans le délai d'exécution et est à la charge du titulaire.

4.5 Délais et retenues pour remise des documents

4.5.1 à fournir à la réception :

L'ensemble des documents et DOE définis à l'article 1.5 du CCTP seront fournis à la réception.

En cas de retard, une retenue égale à mille euros hors taxes (**1 000,00 € HT**) sera opérée conformément à l'article 19.3 du C.C.A.G. Travaux, sur les sommes dues au titulaire.

4.6 Pénalités particulières

- Le non-respect d'une convocation à une réunion de chantier sera sanctionné par l'application d'une pénalité de **cent euros hors taxes (100,00 € HT)** ;
- Le non-respect des mesures de sécurité sera sanctionné par l'application d'une pénalité de **cent cinquante euros hors taxes (150,00 € HT)** à chaque ordre de service de rappel s'y référant et ce, sur le décompte du mois suivant la date de notification de chacun desdits ordres de service ;
- Le défaut de remise totale des documents demandés lors des périodes de préparation ou d'exécution fera l'objet d'une pénalité de **cinquante euros hors taxes (50,00 € HT)** par jour de retard suite à ordre de service de rappel.

ARTICLE 5 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 Retenue de garantie

Sans objet.

5.2 Avance

Par dérogation à l'article 10.1. du C.C.A.G. Travaux, une avance est versée au titulaire, sauf refus de sa part formulé dans l'acte d'engagement, lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution du marché est supérieur à deux mois.

Cette avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance et de paiement direct.

En application de l'article R. 2191-7 du CCP, le montant de l'avance est fixé à 20% du montant initial toutes taxes comprises si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois ou d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises divisé par sa durée exprimée en mois si la durée du marché est supérieure à 12 mois.

Son montant n'est ni révisé, ni actualisé.

Le paiement de l'avance interviendra sans formalité dans un délai de 30 jours à compter de la date de la notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux (période de préparation comprise).

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées (travaux à l'entreprise et approvisionnement) qui figure à un décompte mensuel atteindra quarante pour cent (40 %) du montant initial du marché. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de variation de prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingt pour cent (80 %) du montant du marché. Le remboursement de l'avance est pris en compte après les postes a, b, c et d définis à l'article 12.2.1 du C.C.A.G. Travaux.

Une avance peut être versée sans condition aux sous-traitants sur demande :

- Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants **bénéficiaires du paiement direct** conformément aux articles R.2193-10 al.2 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique ;
- Le versement de cette avance, dont le montant est égal à 20 % du montant des travaux sous-traités, et son remboursement s'imputent sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes conditions que celles prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-14 du Code de la commande publique.

ARTICLE 6 PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 Provenance des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur, ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

En outre, en application du décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996, il est fait interdiction à l'entrepreneur principal, à ses sous-traitants et à ses cotraitants éventuels de mettre en œuvre des matériaux, produits et composants contenant des fibres d'amiante quel qu'en soit la variété.

Les cas d'exceptions temporaires prévus par ledit décret ne pourront être acceptés qu'après production d'une "déclaration en vue d'exceptions à l'interdiction d'amiante" et ce en conformité avec les arrêtés du

24 décembre 1996 relatif pour le premier "au formulaire de déclaration en vue d'exceptions à l'interdiction d'amiante" et pour le second "aux exceptions à l'interdiction de l'amiante".

6.2 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6.3.1 Le C.C.T.P définit les compléments à apporter aux dispositions du C.C.A.G. Travaux et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont exécutées par le maître d'œuvre ou son représentant en présence de l'entrepreneur.

L'organisme de contrôle, choisi par le maître de l'ouvrage, exercera éventuellement son contrôle sur ces opérations.

6.3.2 Essais et vérifications supplémentaires

Sans objet.

6.4 Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le Représentant du maître de l'ouvrage

Sans objet.

ARTICLE 7 IMPLANTATION DES OUVRAGES

7.1 Piquetage général

Sans objet.

7.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Sans objet.

ARTICLE 8 PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Conformément à l'article 28.1 du C.C.A.G. Travaux, il est fixé une période de préparation de deux (2) mois comprise dans le délai d'exécution du marché.

Toutefois, tant que les opérations à la charge de l'entrepreneur ne seront pas réalisées, les travaux ne pourront débuter. Dans ce cas, le délai d'exécution du marché reste tout de même inchangé.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes à la diligence respective des parties contractantes :

- par les soins du Représentant du maître de l'ouvrage et du maître d'œuvre :

- délivrance des autorisations d'accès comme défini au 1.2 ci-dessus,
- **par dérogation à l'article 28.5** du C.C.A.G. Travaux, il n'est pas tenu de registre de chantier,
- définition des lieux de réunion de chantier et d'installation de chantier,
- établissement d'un plan de prévention pour la circulation à l'intérieur du quartier.

- par les soins de tous titulaires et en complément de l'article 1.4 du C.C.T.P :

- . remise par le titulaire au maître d'œuvre d'une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France,
- . établissement et remise au maître d'œuvre de la décomposition détaillée du prix global et forfaitaire d'un sous-détail de prix (sur demande),

8.2 Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entrepreneur et soumis, avec les notes de calcul et études de détail au visa du maître d'œuvre. Conformément aux articles 29.1.3 et 19.1.4 du C.C.A.G. Travaux, ce dernier doit les renvoyer à l'entrepreneur, avec ses observations éventuelles au plus tard 15 (quinze) jours après leur réception.

8.3 Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

Le port d'un badge nominatif est obligatoire sur le chantier. La loi du 6 Août 2015 est venue généraliser l'obligation pour tous les salariés effectuant des travaux de bâtiment et des travaux publics sur les chantiers, qu'ils soient employés par des entreprises établies en France ou par des entreprises établies à l'étranger, de détenir une carte d'identification professionnelle sous peine d'amendes administratives (art L.8291-1 et suivants du code du travail).

Pour les salariés et intérimaires nouvellement embauchés ou se voyant affectés à de nouvelles tâches entrant dans le périmètre obligatoire du badge, l'employeur doit demander la carte d'identification professionnelle immédiatement.

Pour plus d'informations, le site internet dédié est : www.cartetbp.fr

8.3.1 L'installation des chantiers bénéficie des facilités suivantes données par le Représentant du maître de l'ouvrage :

Des emplacements sont mis gratuitement à la disposition du titulaire, dès que commence à courir le délai contractuel d'exécution pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux. Ces emplacements sont déterminés par le maître d'œuvre lors de la période de préparation.

Les fluides sont fournis à titre gratuit.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux avant l'expiration du délai d'exécution.

8.3.2 Les mesures particulières ci-après concernant l'hygiène et la sécurité sont à prendre :

Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation, ces dates doivent être telles que les conditions de restauration et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Gestion des déchets

Le titulaire du marché assure le tri des déchets et leur enlèvement conformément aux articles 36 et 37 du C.C.A.G Travaux.

8.3.3 Mesures de sécurité contre l'incendie

a) Travaux par point chaud - permis de feu

En ce qui concerne les opérations de soudage, d'oxycoupage, de brasage, de décapage, de dégivrage, de collage, etc., les entreprises concernées devront obtenir au préalable l'autorisation du chef d'organisme (chargé de prévention) via le maître d'œuvre.

b) Protection contre l'incendie

Les mesures prises par le titulaire concernant la prévention contre l'incendie ne dispensent pas les différents intervenants de prendre en tant que de besoin leurs propres mesures de protection lorsqu'ils mettent en œuvre des sources de chaleur (flamme nue ou autres).

8.4 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie, employés sur le chantier ne pourra excéder la proportion fixée par la réglementation en vigueur au moment de l'exécution du marché.

8.5 Travaux non prévus

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de modification du marché est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le Représentant du maître d'ouvrage.

A la différence de l'avenant, la décision de poursuivre est essentiellement constituée des prix initiaux du marché.

En application des articles 14.2.2. et 14.4.3. du C.C.A.G. Travaux, la poursuite des travaux est subordonnée à l'accord du Représentant du maître d'ouvrage.

ARTICLE 9 CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais, contrôles et vérifications de mise en service sont détaillés dans le CCTP à l'article 2.6.

9.2 Réception

Il est fait application des stipulations des articles 41 et 42 du C.C.A.G Travaux.

9.3 Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

A l'issue des essais une prise de possession par emplacement avion peut être réalisée en application de l'article 42.2 du C.C.A.G Travaux.

9.4 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

9.5 Documents fournis après réception

Les documents à fournir sont définis à l'article 1.4 du CCTP.

9.6 Délais de garantie

Il est fait application de l'article 44 du C.C.A.G Travaux.

9.7 Garanties particulières

Sans objet.

9.8 Assurances

Dans le délai de 15 jours à compter de la notification du marché, l'(les) entrepreneur(s) intervenant (s) doit (doivent) justifier qu'il(s) a (ont) contracté :

- une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux et les modalités de leur exécution, au moyen d'une copie du contrat d'assurance, de ses avenants éventuels et d'une attestation portant mention de la garantie.

- une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-3 et 2270 du Code Civil, et couvrant la totalité des prestations y compris celles exécutées par les sous-traitants, au moyen d'une copie du contrat d'assurances et de ses avenants éventuels.

ARTICLE 10 RESILIATION – INTERRUPTION DES TRAVAUX – VOIE DE RECOURS

10.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, **par dérogation à l'article 50.1** du C.C.A.G, le montant de l'indemnité éventuelle de résiliation est fixé à 4 % du montant du marché diminué du montant des travaux exécutés.

10.2 Résiliation en cas d'inexactitude des renseignements prévus

L'inexactitude des renseignements prévus aux articles D.8222-5 à D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail et aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du Code de la commande publique peut entraîner, par décision du Représentant du maître d'ouvrage aux frais et risques du déclarant, la résiliation du marché, suivie ou non de la passation d'un autre marché.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

10.3 Résiliation en cas de travail dissimulé

Lorsque le Représentant du maître d'ouvrage est informé par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221.3 à L.8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, imposé par l'article R.8222-3 du code du travail pour répondre à l'injonction du représentant du maître d'ouvrage.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, la personne publique peut résilier le contrat sans indemnité au frais et risques du titulaire.

10.4 Différends et litiges

Par dérogation à l'article 55.1.2 du C.C.A.G. Travaux, après avis du maître d'œuvre, le Représentant du maître d'ouvrage notifie au titulaire sa décision motivée dans un délai de 60 jours à compter de la réception d'un mémoire en réclamation.

Par dérogation à l'article 55.1.4 du C.C.A.G Travaux :

1. Lorsque le candidat n'accepte pas la proposition du Représentant du maître d'ouvrage du marché ou le rejet implicite de sa demande, il doit, sous peine de forclusion, dans un délai de 60 jours à compter de la notification de la décision du Représentant du maître d'ouvrage ou à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet, adresser directement au maître de l'ouvrage (représentant du maître d'ouvrage en copie) un mémoire complémentaire, développant les motifs de sa contestation.
2. La décision relative au règlement de ce différend appartient au maître de l'ouvrage, qui dispose d'un délai de 90 jours pour étudier la réclamation du titulaire.
3. Si le titulaire n'accepte pas la décision du maître de l'ouvrage, le règlement définitif du différend relèvera des procédures fixées aux articles 55.2 et 55.3.

Lorsque le Représentant du maître d'ouvrage n'a pas donné suite ou n'a pas donné une suite favorable à une demande du titulaire, le règlement définitif du différend relève des procédures fixées aux articles 55.2, 55.3 et 55.4 du C.C.A.G Travaux.

Il est, d'autre part **totalemtent dérogé à l'article 55.2.1** du C.C.A.G. Travaux.

ARTICLE 11 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P sont apportées aux articles suivants du C.C.A.G. Travaux :

- dérogation à l'article 4.1 apportée par l'article 2. du C.C.A.P
- dérogations aux articles 12.1.8 et 12.2.2 apportées par l'article 3.3.3 du C.C.A.P
- dérogation à l'article 9.4.4 apportée par l'article 3.4 du C.C.A.P
- dérogation à l'article 18.2.3 apportée par l'article 4.2 du C.C.A.P
- dérogation à l'article 19.2.3 apportée par l'article 4.3.1 du C.C.A.P
- dérogations aux articles 19.2.1 et 19.2.2. apportées par l'article 4.3.2 du C.C.A.P
- dérogation à l'article 10.1 apportée par l'article 5.2 du C.C.A.P
- dérogation à l'article 28.5 apportée par l'article 8.1 du C.C.A.P
- dérogation à l'article 50.1 apportée par l'article 10.1 du C.C.A.P
- dérogations aux articles 55.1.2, 55.1.4 et 55.2.1 apportées par l'article 10.4 du C.C.A.P.

A Saint Denis, le 25x21

Le Représentant du maître d'ouvrage
L'Ingénieur en chef de 1^{ère} classe Didier NOGUÈS
Directeur d'Infrastructure de la Défense de Saint Denis

